



## INTERVENTION DE L'UNION LOCALE CGT D'ARLES LE 18 janvier 2012

L'année 2012 ne se présente pas, à vrai dire, sous les auspices les plus prometteurs du fait d'une crise économique (leur crise) dont les effets se font durement sentir et du fait de l'austérité décidée par l'ensemble des chefs d'états européens, à travers l'accord du 9 décembre pour soi disant « sauver l'Euro ». Cet accord est une véritable camisole de force imposée aux peuples européens.

**Il accentue la régression sociale.** Ils veulent le signer définitivement en Mars 2012.

Mais la CGT dans cette crise de tous les dangers depuis celui de la récession, à celui d'une brusque aggravation du chômage jusqu'au développement des forces de repli national et de la xénophobie n'a pas abdicqué et n'abdicquera pas.

Des mobilisations dans les pays européens se succèdent.

Dans notre pays ce 18 janvier est l'occasion de faire pression sur le sommet dit social convoqué par le Pst de la République. **C'est l'occasion d'exiger d'autres réponses. La CGT y porte ses propositions, ses exigences.**

Car en face le patronat, le gouvernement ont choisi **de se placer à l'offensive.** Ils entendent mettre à profit l'actuelle période de crise économique et financière comme un moment déterminant de leur projet de restructuration de la société française.

Le Pst de la république affirmait en novembre 2011 :

**«La crise va provoquer beaucoup de souffrance mais elle peut être une opportunité pour notre pays de prendre des mesures qui n'auraient jamais été acceptées dans un autre contexte ».**

**C'est donc dans ce contexte que le Medef avait lancé l'idée d'un nouveau pacte social et fiscal pour la compétitivité de la France.**

C'est dans ce contexte qu'est organisé le sommet dit social.

Ce sommet s'inscrit dans l'ensemble des décisions prises ces derniers mois :

**Satisfaire les marchés financiers et le patronat, celui-ci s'organisant en conséquence à l'appui du gouvernement.**

Ce sommet a bien à son ordre du jour **de la régression sociale.** Le but du jeu est bel et bien de procéder à un nouveau déplacement du partage des richesses entre le travail et le capital au détriment des salariés et au profit des actionnaires.

**Le Medef applaudit au projet de TVA anti sociale.** Ils veulent même passer en force avant les présidentielles ! Alors que 64% des français s'y déclarent opposés.

Parisot pour le Medef avance l'idée d'accompagner la diminution des cotisations patronales d'une diminution des cotisations des salariés. Elle veut faire miroiter une revalorisation du salaire net !

**Si récupérer la manne des milliards d'euros placés dans la caisse commune de la Sécurité sociale est un rêve de patron, cela serait à coup sûr, pour les salariés, une vertigineuse descente aux enfers. L'instauration d'une « TVA sociale » porte en germe la fin d'une idée généreuse, née dans les pires conditions économiques, à la fin de la Seconde Guerre mondiale.**

### **Cotiser selon ses moyens, recevoir selon ses besoins,**

**C'est ce modèle qu'il faut défendre. Non pas pour plaider le statu quo. Pour le financer dans les conditions d'aujourd'hui. La cotisation sociale, c'est le choix de la solidarité, d'un partage des richesses créées favorable aux salariés. Or, de ce côté, il y a beaucoup d'argent à récupérer puisque, depuis vingt ans, la ponction exercée par les revenus financiers sur les richesses produites relève de l'indécence.**

**Pour la CGT : augmenter un impôt indirect qui est le plus injuste des impôts va porter atteinte gravement au pouvoir d'achat des salariés, des retraités, des privés d'emplois ; donc à la consommation, cela réduira la croissance et amplifiera la récession.**

**La TVA sociale en lieu et place des cotisations sociales n'assurera en rien un financement pérenne de la protection sociale.**

Face à cette situation, il n'y a pas 36 solutions, il est impératif de prendre les mesures pour mobiliser plus massivement le monde du travail, la population.

Car dans la situation, **comment laisser faire :**

Des banquiers qui ont eu à Noël un cadeau royal de la BCE avec les 500 milliards d'Euros qu'elle a débloqué. Un joli rendement en perspective avec le jackpot des taux d'intérêts. **Ce qui est possible pour les rapaces de la finance, déjà grassement renfloués voilà à peine 2 ans, ne le serait il pas pour les états et les populations.**

**Comment laisser faire,** des agences de notations et le chantage qu'elles exercent contre tous les droits sociaux et contre le droit du travail.

**Comment laisser détruire l'emploi industriel** qui depuis 3 ans a vu 900 sites industriels fermés dans notre pays et 100 000 emplois directs détruits.

**Comment laisser détruire nos services publics de proximité** et les emplois qui s'y rattachent.

**Comment accepter l'accroissement du chômage** avec 4834000 inscrits à Pôle Emploi et une progression de 5.2% en 1 an.

**Un bilan accablant d'une politique d'austérité qui étouffe la croissance.**

**La CGT partout dans le pays refuse et combat d'arrache pied cette situation. Nous voulons convaincre autour de nous de la nécessité de résister plus fortement.**

Nous ne travaillons pas au consensus avec les entreprises, avec le patronat ou avec un quelconque décideur public, nous nous mobilisons pour une rénovation profonde de notre modèle social. Il faut qu'il sécurise encore davantage les salariés, les retraités, les privés d'emplois, afin qu'il réponde aux besoins sociaux.

**Il s'agit de placer le développement des capacités humaines au cœur des politiques publiques et de la gestion des banques et des entreprises.**

N'oublions jamais c'est aussi par le travail et l'apprentissage du travail que l'homme se transforme.

La CGT regrette que toutes les organisations syndicales n'aient pas répondu présente pour la journée du 18 janvier, cela fragilise le monde du travail, cela fragilise les éléments de confiance dont ont besoin les salariés, les retraités et les privés d'emplois. **L'absence d'unité est une attitude passive coupable au regard des enjeux. Et cela peut conforter le gouvernement et le medef dans leur volonté de s'attaquer encore un peu plus aux droits sociaux. Nous avons proposé à nouveau une réunion unitaire à toutes les O.S.**

**La CGT s'engage et continuera à s'engager sans relâche afin de créer les conditions du rassemblement nécessaire du plus haut niveau possible des salariés, des retraités et des privés d'emplois et ce dans l'unité.**

**Contre ce que veulent nous imposer, Medef et gouvernement** en créant la combinaison d'une pression sur les salaires, du démantèlement de la protection sociale, en s'en prenant directement à son financement, et de la dérèglementation du travail en imposant des accords dits de compétitivité pour faire travailler plus longtemps avec des baisses de salaires et le chantage à l'emploi.

**En clair nous sommes contre la remise en cause de nos droits sociaux et contre leur remise en cause autoritaire.**

**Alors mettons ensemble tout en œuvre pour élever le rapport de force, pour donner envie et confiance aux salariés, aux retraités et aux privés d'emplois de s'investir dans l'action tenace et durable ;**

**Ne lâchons rien, continuons à faire entendre nos exigences, à défendre le choix de la réponse aux besoins sociaux qui est vital pour imposer le progrès social.**